

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 NOVEMBRE 1905.

Projet de loi augmentant le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles et le personnel des tribunaux de première instance d'Anvers, d'Audenarde, de Liège et de Mons.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre un projet de loi portant augmentation du personnel de la Cour d'appel de Bruxelles et du personnel des tribunaux de première instance d'Anvers, de Liège, de Mons et d'Audenarde.

Les raisons justificatives de cet accroissement feront l'objet d'un exposé particulier pour chacune de ces juridictions.

* * *

Le personnel de la *Cour d'appel de Bruxelles* a été renforcé pour la dernière fois lors des réformes introduites par la loi du 13 août 1903.

Cette loi avait pour objet principal de modifier l'organisation des Cours et la répartition de la besogne, de façon à augmenter l'effet utile de l'activité de leurs membres.

Elle contenait à cet égard deux dispositions : l'une, relative aux affaires civiles, décide que les chambres connaissant de ces affaires peuvent ne comprendre que six membres; l'autre, relative aux affaires répressives, décide que dans les cas d'encombrement, les chambres civiles sont appelées à collaborer avec les chambres correctionnelles pour éviter l'arriéré.

Deux années de fonctionnement de cette loi ont permis de reconnaître le caractère pratique des dispositions qu'elle a établies et leur efficacité.

En effet, leur application n'a fait naître aucune difficulté sérieuse; le nombre d'affaires correctionnelles arriérées est tombé de 854, chiffre relevé

au 1^{er} août 1903, à 347 le 1^{er} août 1905; enfin, pendant les deux années qui ont suivi la mise en vigueur de la loi, le nombre annuel moyen des affaires civiles terminées par arrêt s'est relevé de 26 % au regard de celui afférent aux deux années antérieures.

Quelque satisfaisants que soient ces résultats, ils ne permettent pas cependant d'espérer que la marche parfaitement régulière et satisfaisante des divers services judiciaires soit assurée pour l'avenir. Il faut compter, en effet, avec la progression constante du nombre des affaires nouvelles inscrites au rôle chaque année, progression telle que, nonobstant l'accroissement signalé du nombre des arrêts rendus, il restait, à la clôture du dernier exercice, 1,452 affaires civiles à juger.

Cette situation commande de nouvelles mesures. La seule suffisamment efficace paraît être l'augmentation du nombre des chambres composant la Cour. Ce nombre serait porté à huit.

Comment convient-il de réaliser cette augmentation?

Le moyen qui s'offre comme le plus recommandable, tant par sa simplicité que par les avantages qu'il présente au point de vue des intérêts du Trésor, serait la réduction de cinq à trois du nombre des conseillers siégeant aux audiences civiles.

Sans apprécier sous d'autres rapports la valeur de cette innovation qui sera vraisemblablement la réforme de l'avenir, le Gouvernement constate qu'elle est encore vivement discutée; on reconnaît les heureux effets de son application aux chambres correctionnelles, mais on conteste qu'elle ait acquis un caractère suffisamment décisif pour être étendue utilement aux chambres civiles. Au surplus, la majorité de la Section centrale de la chambre des Représentants, qui a examiné les derniers Budgets de la Justice, s'en est, par deux fois successivement, déclarée l'adversaire.

Ces considérations ont décidé le Gouvernement à faire sienne la solution que préconisait au Sénat le Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du Budget de la Justice pour l'exercice 1905 :

« Dans l'opinion de la Section centrale de la Chambre des Représentants, » disait-il, il y aurait lieu d'en revenir aux chambres à sept conseillers » et, à l'aide de l'excédent disponible de son personnel, de former une » chambre temporaire. Il y aurait, semble-t-il, un remède bien plus simple » et plus efficace, ce serait de persévérer dans le système de la loi du » 17 août 1903 et de créer une huitième chambre civile de six conseillers » une chambre temporaire » si elle doit se former à l'aide des excédents disponibles des autres chambres, » s'exposera au reproche de manquer de cohésion et d'être un élément de » désorganisation dans la marche des autres services ».

Tels sont les motifs de la double disposition que le projet formule dans son article 1^{er} dont le premier alinéa institue une huitième chambre à la Cour d'appel de Bruxelles et dont le second alinéa crée les nouvelles places de magistrats, que requiert la formation de cette chambre, en y ajoutant un siège de conseiller supplémentaire.

L'augmentation du nombre des conseillers de la Cour appelle un change-

ment quant au nombre et un complément quant à l'ordre des présentations attribuées aux trois conseils provinciaux du ressort. Il est statué à cet égard par l'article 2 du projet.

*
* *

L'arriéré des affaires tant civiles que correctionnelles est particulièrement important devant le *Tribunal d'Anvers*. Le dernier exercice s'y est clôturé avec un arriéré de 1,563 affaires civiles et de 2,983 affaires correctionnelles. Une situation aussi préjudiciable à l'intérêt des plaideurs et à la bonne marche de la justice appelle une prompte réforme.

Le Gouvernement estime que le meilleur remède consiste dans une augmentation du personnel judiciaire suffisante pour permettre de constituer une chambre temporaire.

Le Tribunal d'Anvers comptant, indépendamment des juges d'instruction, quatorze magistrats répartis en quatre chambres, et l'un d'eux devant assurer le service du Conseil de guerre, il ne reste, pour les devoirs exceptionnels, qu'un seul juge disponible.

D'autre part, le parquet, qui compte six substituts dont quatre siègent aux diverses chambres et deux font le travail intérieur sous la direction de leur chef, est trop chargé pour pouvoir assumer un nouveau service.

Il convient donc de créer deux places de juge et une place de substitut.

*
* *

La situation du *Tribunal de première instance de Liège*, sans être aussi fâcheuse que celle du Tribunal d'Anvers, laisse cependant à désirer.

A l'expiration de la dernière année judiciaire 1,213 affaires civiles et 850 affaires correctionnelles restaient à juger. Ces chiffres dénotent que la marche des affaires ne peut être considérée comme normale au Tribunal de Liège et que les intérêts des justiciables doivent en souffrir. D'ailleurs, de vives réclamations surgissent au sujet principalement de l'encombrement du rôle civil où figurent des affaires qui, inscrites depuis plusieurs années, n'ont pu avoir encore leur tour d'être plaidées. Il est, en outre, fort à craindre que ce rôle ne devienne de plus en plus chargé, notamment par suite de la nécessité où se trouvent les chambres correctionnelles de rendre à l'examen des affaires répressives les deux audiences que, depuis un certain temps, elles consacraient hebdomadairement à l'examen des causes civiles.

L'institution d'une chambre temporaire mettrait le tribunal en état de tenir des audiences supplémentaires, en nombre suffisant pour débayer l'arriéré dans un délai assez court. Mais cet expédient n'est praticable que si l'on augmente le personnel des juges de deux membres.

*
* *

Depuis la loi du 28 juin 1889 qui l'a renforcé d'une unité, le nombre des juges au *Tribunal de première instance de Mons* n'a plus reçu d'augmentation.

Le chiffre des affaires correctionnelles en souffrance a pu, à la suite d'un effort énergique, être abaissé à 260 à la fin de l'année 1903.

Mais la situation n'est pas aussi satisfaisante au point de vue des affaires civiles. D'une part, la chambre civile s'est vue dans la nécessité de consacrer une de ses quatre audiences à débayer l'arriéré correctionnel. Et, d'autre part, le nombre des affaires introduites est allé croissant dans de notables proportions; la moyenne qui était de 464 pendant la période 1895 à 1899 s'est élevée à 554 pendant la période quinquennale suivante. D'où un arriéré augmentant d'année en année et qui est aujourd'hui de 837 affaires.

Afin de permettre au tribunal de prendre les mesures nécessaires pour diminuer cet arriéré et l'empêcher de se reformer, il importe de créer une nouvelle place de juge.

*
* * *

Durant les cinq derniers exercices, le *Tribunal de première instance d'Audenarde* a eu annuellement à son rôle une moyenne de 348 affaires civiles et commerciales et de 965 affaires correctionnelles. Il a rendu par an, en moyenne, 384 jugements en matière civile et commerciale et 924 jugements en matière répressive. Pour faire face à une besogne aussi importante, à laquelle viennent s'ajouter de multiples devoirs dépendant de la juridiction gracieuse et étrangers aux audiences, il ne dispose que de trois magistrats, les deux juges d'instruction attachés au siège étant entièrement absorbés par leur service spécial. Aussi le Tribunal se voit-il forcé de tenir fréquemment cinq et six audiences par semaine, au lieu des trois audiences prévues par le règlement.

Malgré toutes ces diligences, il restait à juger, au 1^{er} octobre dernier, 100 affaires civiles et commerciales et 475 affaires correctionnelles.

Pour alléger la besogne des magistrats, qui s'efforcent de diminuer cet arriéré, il est nécessaire d'augmenter d'une unité le nombre des juges.

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Cour d'appel de Bruxelles est divisée en huit chambres. Les sept premières chambres connaissent des affaires civiles. La huitième connaît des affaires correctionnelles.

Le personnel de cette Cour est augmenté d'un président de chambre, de six conseillers et d'un avocat général.

ART. 2.

Le nombre et l'ordre des présentations par les conseils provinciaux aux places de conseiller vacantes à la Cour d'appel de Bruxelles sont déterminés comme suit :

Le Conseil provincial d'Anvers présente à treize places : la première, la cinquième, la neuvième, la quatorzième, la dix-neuvième, la vingt-deuxième, la vingt-sixième, la trentième, la trente-quatrième, la trente-huitième, la quarante-quatrième, la quarante-septième et la cinquantième.

Le Conseil provincial du Brabant présente à vingt-deux places : la deuxième, la quatrième, la sixième, la huitième, la dixième,

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Het Hof van beroep te Brussel is in acht kamers verdeeld. De zeven eerste kamers nemen kennis van de burgerlijke zaken. De achtste neemt kennis van de boetstraffelijke zaken.

Het personeel van dat Hof is vermeerderd met één kamervoorzitter, zes raadsheeren en één advocaat-generaal.

ART. 2.

Het getal en de volgorde der voordrachten van de provincieraden voor de openstaande plaatsen van raadsheer in het Hof van beroep te Brussel, zijn als volgt bepaald :

De Provincieraad van Antwerpen doet voordrachten voor dertien plaatsen : de eerste, de vijfde, de negende, de veertiende, de negentiende, de twee en twintigste, de zes en twintigste, de dertigste, de vier en dertigste, de acht en dertigste, de vier en veertigste, de zeven en veertigste en de vijftigste.

De Provincieraad van Brabant doet voordrachten voor twee en twintig plaatsen : de tweede, de vierde, de zesde, de achtste, de

la douzième, la quinzième, la dix-septième, la vingtième, la vingt-troisième, la vingt-cinquième, la vingt-huitième, la trente et unième, la trente-troisième, la trente-cinquième, la trente-septième, la trente-neuvième, la quarante et unième, la quarante-troisième, la quarante-sixième, la quarante-neuvième et la cinquante deuxième.

Le Conseil provincial du Hainaut présente à dix-sept places : la troisième, la septième, la onzième, la treizième, la seizième, la dix-huitième, la vingt et unième, la vingt-quatrième, la vingt-septième, la vingt-neuvième, la trente-deuxième, la trente-sixième, la quarantième, la quarante-deuxième, la quarante-cinquième, la quarante-huitième et la cinquante et unième.

ART. 3.

Le personnel du Tribunal de première instance d'Anvers est augmenté de deux juges et d'un substitut du procureur du Roi; celui du Tribunal de première instance de Liège de deux juges; celui des tribunaux de première instance de Mons et d'Audenarde, d'un juge.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 1903.

tiende, de twaalfde, de vijftiende, de zeventiende, de twintigste, de drie en twintigste, de vijf en twintigste, de acht en twintigste, de een en dertigste, de drie en dertigste, de vijf en dertigste, de zeven en dertigste, de negen en dertigste, de een en veertigste, de drie en veertigste, de zes en veertigste, de negen en veertigste en de twee en vijftigste.

De Provincieraad van Henegouw doet voordrachten voor zeventien plaatsen : de derde, de zevende, de elfde, de dertiende, de zestiende, de achttiende, de een en twintigste, de vier en twintigste, de zeven en twintigste, de negen en twintigste, de twee en dertigste, de zes en dertigste, de veertigste, de twee en veertigste, de vijf en veertigste, de acht en veertigste en de een en vijftigste.

ART. 3.

Het personeel der Rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen is vermeerderd met twee rechters en één substituut van den procureur des Konings; het personeel der Rechtbank van eersten aanleg te Luik, met twee rechters; het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Bergen en te Oudenaarde, met één rechter.

Gegeven te Brussel, den 3^e November 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 NOVEMBER 1905.

Ontwerp van wet tot vermeerdering van het personeel van het Hof van Beroep te Brussel en van het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Antwerpen, Luik, Bergen en Oudenaarde.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft de eer der Kamer ter overweging aan te bieden een ontwerp van wet tot vermeerdering van het personeel van het Beroepshof te Brussel en van het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Antwerpen, Luik, Bergen en Oudenaarde.

Van de redenen welke die vermeerdering wettigen, zal voor iedere van die jurisdictien in het bijzonder verslag worden gedaan.

* * *

Het personeel van het *Beroepshof te Brussel* werd voor de laatste maal versterkt tijdens de bij de wet van 13 Augustus 1903 ingevoerde hervormingen.

Die wet had hoofdzakelijk ten doel de inrichting der hoven en de verdeling van den arbeid zoodanig te wijzigen, dat het nuttig gevolg der werkzaamheid hunner leden er door dat vermeerderd ware.

Zij bevatte te dien aanzien twee bepalingen : de eene, de burgerlijke zaken betreffende, zegt dat de kamers welke die zaken behandelen, mogen bestaan uit slechts zes leden ; de andere, de strafzaken betreffende, zegt dat, bij overlasting, de burgerlijke kamers geroepen zijn hunne medewerking aan de boetstraffelijke kamers te verleenen om achterstand te voorkomen.

Sinds twee jaar is die wet in werking en men heeft bevonden dat de door haar gestelde bepalingen practisch in haren aard en doelmatig zijn.

Hare toepassing, inderdaad, gaf tot geene ernstige bezwaren aanleiding;

het getal der verachterde boetstraffelijke zaken verminderde van 854, cijfer op 1 Augustus 1903 vastgesteld, tot 347 op 1 Augustus 1905; en gedurende de twee eerste jaren, na het in werking treden der wet, is het gemiddeld aantal, per jaar, der bij arrest afgedane burgerlijke zaken met 26 t. h. gestegen in vergelijking met het getal over de twee vroegere jaren.

Die uitslagen zijn gewis bevredigend te noemen; toch laten zij niet toe te hopen dat de gansch regelmatige en voldoende gang der onderscheidene rechterlijke diensten in de toekomst zal verzekerd zijn. Er moet inderdaad rekening gehouden worden met de gestadige verhooging, jaar voor jaar, van het getal der nieuwe op de rol gebrachte zaken; en die verhooging is van dien aard dat, ondanks de vermeerdering van het getal der uitgesproken arresten, er bij den afloop van het laatste dienstjaar nog 1,432 burgerlijke zaken te vonnissen bleven.

Die toestand maakt nieuwe maatregelen noodzakelijk. De eenige genoegzaam doelmatige bestaat in vermeerdering van het getal der kamers welke het Hof uitmaken. Dat getal zou op acht worden gebracht.

Maar hoe zal passenderwijze die vermeerdering worden bereikt?

Het meest aanbevelenswaardig middel, aanbevelenswaardig zoo om zijn eenvoud als om de voordeelen die het aanbiedt met het oog op het belang van 's Lands gelden, zou zijn de vermindering van vijf tot drie van het getal der ter burgerlijke zittingen zetelende raadsheeren.

Zonder in andere opzichten de doelmatigheid te bespreken van die nieuwe regeling, welke waarschijnlijk de hervorming der toekomst blijken zal, stelt de Regeering vast dat zij nog immer tot warme betwisting aanleiding geeft. Wel erkent men dat zij met goed gevolg toegepast werd in de boetstraffelijke kamers, maar men ontkent dat zij nu reeds een voldoende afdoend karakter heeft verkregen om tot de burgerlijke kamers te worden uitgebreid. Overigens heeft de meerderheid der Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, die de laatste Begrootingen van Justitie onderzocht, er zich achtereenvolgens twee maal tegen verklaard.

Die beschouwingen hebben de Regeering er toe geleid zich aan te sluiten bij de oplossing welke in den Senaat werd aanbevolen door den Verslaggever van de Commissie, die de Begrooting van Justitie voor het dienstjaar 1905 te onderzoeken had :

« Naar de meening van de Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zegde hij, zoude men tot kamers met zeven leden moeten wederkeeren... en met behulp van het beschikbaar overschot van haar personeel eene tijdelijke kamer samenstellen. Er zou, wil het schijnen, een eenvoudiger, een doelmatiger middel bestaan : het stelsel der wet van 17 Augustus 1903 doordrijven en eene achtste burgerlijke kamer met zes raadsheeren oprichten. . . . eene tijdelijke kamer. . . . Zal zij samengesteld worden met behulp van de beschikbare overschotten der andere kamers, — zal blootstaan aan het verwijt dat zij eenheid mist en voor den goeden gang der andere diensten met ontredde dreigt. »

Dat zijn voor de dubbele bepaling, de motieven welke het ontwerp uitsprekt in artikel 1, welks eerste alinea eene achtste kamer instelt bij het

Beroepshof te Brussel, en welks tweede alinea de nieuwe plaatsen van magistraten voorziet, welke de samenstelling dier Kamer noodig maakt, daarbij voegende eene plaats van bijkomend raadsheer.

De vermeerdering van het getal der raadsleden van het Hof vereischt verandering wat het getal betreft en aanvulling met het oog op de orde der voorstellingen die aan de drie provinciale raden van het gebied toekomen. Te dien aanzien worden schikkingen getroffen in artikel 2 van het ontwerp.

*
* * *

De achterstand, zoo aan burgerlijke als aan boetstraffelijke zaken, is bijzonder belangrijk in de *Rechtbank te Antwerpen*. Het laatste dienstjaar werd er gesloten met een achterstand van 4,563 burgerlijke en 2,985 boetstraffelijke zaken. De Regeering is van oordeel dat het beste hulpmiddel is het rechterlijk personeel te vermeerderen in die mate dat de samenstelling eener tijdelijke kamer mogelijk zij.

Daar de Rechtbank te Antwerpen, buiten de onderzoeksrechters, veertien over vier kamers verdeelde magistraten telt, en daar één dezer den dienst van den Krijgsraad te doen heeft, zoo blijft er, voor de buitengewone diensten, slechts één rechter beschikbaar.

Het parket anderzijds dat zes substituten telt, waarvan vier in de verschillende kamers zetelen en twee den inwendigen arbeid onder leiding van het hoofd van den dienst verrichten, heeft te veel te doen om een nieuwen last te kunnen opnemen.

Passenderwijze moeten dan twee plaatsen van rechter en ééne plaats van substituut worden ingesteld.

*
* *

De toestand in de *Rechtbank van eersten aanleg te Luik* is niet zoo bedenklijk als in de Rechtbank te Antwerpen, maar toch laat hij te wenschen over.

Bij het eindigen van het laatste rechterlijk jaar, bleef er vonnis te vellen in 4,215 burgerlijke en 850 boetstraffelijke zaken. Die cijfers toonen aan dat de gang van zaken in de Rechtbank te Luik niet als normaal kan aanzien worden, en dat de belangen der partijen er onder moeten lijden. Overigens rijzen er talrijke klachten aangaande overlasting, vooral van de burgerlijke rol, waar zaken op voorkomen die, sedert meerdere jaren reeds ingeschreven, nog niet aan de beurt kwamen om gepleit te worden. Ook is te vreezen dat die rol meer en meer overlast worde, namelijk om reden dat de boetstraffelijke kamers weldra zullen verplicht zijn de twee zittingen welke zij, sedert eenigen tijd, wekelijks aan het onderzoek der burgerlijke zaken wijdden, weder aan het onderzoek der strafzaken te besteden.

Het oprichten eener tijdelijke Kamer zou de rechtbank in staat stellen bijkomende zittingen te houden, toereikend in getal om den achterstand in vrij korten tijd uit den weg te ruimen. Maar tot dit middel kan men niet komen, dan mits het personeel der rechters met twee leden te vermeerderen.

*
* *

Sinds bij de wet van 28 Juni 1889 het getal der rechters in de *Rechtbank van eersten aanleg te Bergen* met één vermeerderd werd, heeft die rechtbank geene vermeerdering bekomen.

Het cijfer der verachte boetstraffelijke zaken was, dank aan krachtdadig optreden, bij het eindigen van het jaar 1903, tot 260 geslonken.

Maar, met het oog op de burgerlijke zaken, is de toestand minder bevredigend. Eenerzijds zag de burgerlijke kamer zich gedwongen eene van hare vier zittingen te wijden aan het uit den weg ruimen van den achterstand aan boetstraffelijke zaken. En anderzijds was het getal der ingebrachte zaken gestadig in hooge mate stijgende; het gemiddeld getal : 464 in het tijdvak 1893-1899, klom tot 554 in het volgende vijfjarig tijdvak. Daaruit ontstond een van jaar tot jaar vermeerderende achterstand, die thans 837 zaken bedraagt.

Ten einde aan de rechtbank toe te laten de noodige maatregelen te treffen om den achterstand te doen verminderen en te beletten dat die weér voorkome, dient eene nieuwe plaats van rechter ingesteld.

*
* *

Gedurende de vijf laatste dienstjaren, had de *Rechtbank van eersten aanleg te Oudenaarde* gemiddeld 548 burgerlijke en handelszaken en 963 boetstraffelijke zaken op de rol. Zij heeft gemiddeld 384 vonnissen geveld in burgerlijken en handelszaken en 924 vonnissen in boetstraffelijke zaken. Om met zooveel werk gerced te komen, waarbij nog te voegen zijn velerlei benaarsstingen behoorende tot de vrijwillige jurisdictie en vreemd aan de zittingen, beschikt zij slechts over drie magistraten, want hare twee onderzoeksrechters zijn heel en al in beslag genomen door hun bijzonderen dienst. Ook ziet de rechtbank zich gedwongen vaak vijf en zes zittingen in eene week te houden, in stede van de door het reglement voorziene drie zittingen.

Ondanks al die werkzaamheid, bleef er op 1 October laatsleden vonnis te vellen in 100 burgerlijke en handelszaken en in 473 boetstraffelijke zaken.

Tot verlichting van den arbeid der magistraten, wier streven het is dien achterstand te verminderen, is het noodig het getal der rechters met één te vermeerderen.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Cour d'appel de Bruxelles est divisée en huit chambres. Les sept premières chambres connaissent des affaires civiles. La huitième connaît des affaires correctionnelles.

Le personnel de cette Cour est augmenté d'un président de chambre, de six conseillers et d'un avocat général.

ART. 2.

Le nombre et l'ordre des présentations par les conseils provinciaux aux places de conseiller vacantes à la Cour d'appel de Bruxelles sont déterminés comme suit :

Le Conseil provincial d'Anvers présente à treize places : la première, la cinquième, la neuvième, la quatorzième, la dix-neuvième, la vingt-deuxième, la vingt-sixième, la trentième, la trente-quatrième, la trente-huitième, la quarante-quatrième, la quarante-septième et la cinquantième.

Le Conseil provincial du Brabant présente à vingt-deux places : la deuxième, la quatrième, la sixième, la huitième, la dixième,

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast in Onzen naam bij de Welgevendende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Het Hof van beroep te Brussel is in acht kamers verdeeld. De zeven eerste kamers nemen kennis van de burgerlijke zaken. De achtste neemt kennis van de boetstraffelijke zaken.

Het personeel van dat Hof is vermeerderd met één kamervoorzitter, zes raadsheeren en één advocaat-generaal.

ART. 2.

Het getal en de volgorde der voordrachten van de provincieraden voor de openstaande plaatsen van raadsheer in het Hof van beroep te Brussel, zijn als volgt bepaald :

De Provincieraad van Antwerpen doet voordrachten voor dertien plaatsen : de eerste, de vijfde, de negende, de veertiende, de negentiende, de twee en twintigste, de zes en twintigste, de dertigste, de vier en dertigste, de acht en dertigste, de vier en veertigste, de zeven en veertigste en de vijftigste.

De Provincieraad van Brabant doet voordrachten voor twee en twintig plaatsen : de tweede, de vierde, de zesde, de achtste, de

la douzième, la quinzième, la dix-septième, la vingtième, la vingt-troisième, la vingt-cinquième, la vingt-huitième, la trente et unième, la trente-troisième, la trente-cinquième, la trente-septième, la trente-neuvième, la quarante et unième, la quarante-troisième, la quarante-sixième, la quarante-neuvième et la cinquante-deuxième.

Le Conseil provincial du Hainaut présente à dix-sept places : la troisième, la septième, la onzième, la treizième, la seizième, la dix-huitième, la vingt et unième, la vingt-quatrième, la vingt-septième, la vingt-neuvième, la trente-deuxième, la trente-sixième, la quarantième, la quarante-deuxième, la quarante-cinquième, la quarante-huitième et la cinquante et unième.

ART. 3.

Le personnel du Tribunal de première instance d'Anvers est augmenté de deux juges et d'un substitut du procureur du Roi; celui du Tribunal de première instance de Liège de deux juges; celui des tribunaux de première instance de Mons et d'Audenarde, d'un juge.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 1903.

tiende, de twaalfde, de vijftiende, de zeventiende, de twintigste, de drie en twintigste, de vijf en twintigste, de acht en twintigste, de een en dertigste, de drie en dertigste, de vijf en dertigste, de zeven en dertigste, de negen en dertigste, de een en veertigste, de drie en veertigste, de zes en veertigste, de negen en veertigste en de twee en vijftigste.

De Provincieraad van Henegouw doet voordrachten voor zeventien plaatsen : de derde, de zevende, de elfde, de dertiende, de zestiende, de achttiende, de een en twintigste, de vier en twintigste, de zeven en twintigste, de negen en twintigste, de twee en dertigste, de zes en dertigste, de veertigste, de twee en veertigste, de vijf en veertigste, de acht en veertigste en de een en vijftigste.

ART. 3.

Het personeel der Rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen is vermeerderd met twee rechters en één substituut van den procureur des Konings; het personeel der Rechtbank van eersten aanleg te Luik, met twee rechters; het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Bergen en te Oudenaarde, met één rechter.

Gegeven te Brussel, den 3^e November 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.